Nombre de membres

Séance du vendredi 22 juillet 2022

en exercice : 11

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-deux juillet l'assemblée régulièrement convoquée le 18 juillet 2022, s'est réunie sous la présidence de Monsieur MARCHAL Philippe, Maire.

Présents : 8

Votants : 9

Sont présents : Philippe MARCHAL, Damien BELLANGER, Isabelle DEBENEST, Didier KRETZ, Grégory QUINTUS, Hervé LE MEN, Catherine CLAIN, Virginie DUMAS

Représentés : Régis LEFRANC

Excuses :

Absents : Stéphane JACQMIN, Nicolas FLAMME

Secrétaire de séance : Virginie DUMAS

Ordre du jour :

- USESA : Adhésion de deux communes
- Médiation préalable obligatoire : convention CDG02
- Implantation Antenne TDF
- Participation frais de scolarité : école maternelle
- Contrat CUI
- Evolution du temps de travail d'un adjoint technique
- Modification du tableau des emplois communaux
- Questions diverses

Objet : USESA - Adhésion des communes de Viels Maisons et Crouttes-sur-Marne - 2022_017

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par délibération en date du 24 mai 2022, le Comité Syndical de l'Union des Services d'Eau du Sud de l'Aisne (USESA) a émis un avis favorable à la demande d'adhésion des Communes de Viels Maisons et Crouttes sur Marne.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, accepte l'adhésion de la Communes de Viels Maisons et Crouttes sur Marne à l'USESA.

Objet : Délibération d'adhésion à la mission de médiation proposée par le Centre de Gestion - 2022_018

La loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire a légitimé les Centres de Gestion pour assurer des médiations dans les domaines relevant de leurs compétences à la demande des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Elle a en effet inséré un nouvel article 25-2 dans la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 qui oblige les Centres de Gestion à proposer par convention, une mission de médiation préalable obligatoire prévue à l'article L. 213-11 du code de justice administrative. Elle permet également aux Centres de gestion d'assurer une mission de médiation à l'initiative du juge ou à l'initiative des parties prévue aux articles L. 213-5 et 213-10 du même code, à l'exclusion des avis ou décisions des instances paritaires, médicales, de jurys ou de toute autre instance collégiale administrative obligatoirement saisie ayant vocation à adopter des avis ou des décisions.

En adhérant à cette mission, la collectivité de Marigny-en-Orxois prend acte que les recours formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par décret et qui concernent la situation de ses agents sont, à peine d'irrecevabilité, précédés d'une tentative de médiation. Pour information, le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 fixe ainsi la liste des litiges ouverts à la médiation préalable obligatoire :

1° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique ;

2° Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé et 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988 susvisé ;

3° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° du présent article ;

4° Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;

5° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

6° Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la fonction publique ;

7° Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets du 30 novembre 1984 et du 30 septembre 1985 susvisés.

La médiation est un dispositif novateur qui a vocation à désengorger les juridictions administratives. Elle vise également à rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure amiable, plus rapide et moins coûteuse qu'un contentieux engagé devant le juge administratif.

Le CDG 02 a fixé un tarif pour la mise en place d'une convention à destination des collectivités et établissements publics du département de l'Aisne au titre de la médiation préalable obligatoire, d'une mission de médiation à l'initiative du juge ou à l'initiative des parties. Cette prestation est facturée à hauteur de 400 euros couvrant la saisine, la préparation, l'instruction du dossier et la première réunion. Au-delà, l'heure travaillée sera facturée à hauteur de 50 euros. En cas d'impossibilité par le Centre de gestion de désigner en son sein une personne pour assurer la médiation, ou lorsque cette personne ne sera pas suffisamment indépendante ou impartiale avec la collectivité ou l'agent sollicitant la médiation, il pourra demander à un autre Centre de gestion d'assurer la médiation. La collectivité (ou l'établissement) signataire, ainsi que l'agent sollicitant la médiation en seront immédiatement informés. Le coût de la médiation supporté par la collectivité (ou l'établissement) sera calculé en fonction des tarifs indiqués à l'article 7 de la présente convention.

Pour pouvoir bénéficier de ce service, il convient de prendre une délibération autorisant l'autorité territoriale à conventionner avec le CDG 02.

Le conseil,

Vu le code de justice administrative et notamment les articles L.213-1 et suivants et les articles R. 213-1 et suivants de ce code ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut relatif à la fonction publique territoriale et notamment son article 25-2 ;

Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux ;

Considérant que le CDG 02 est habilité à intervenir pour assurer des médiations ;

Délibère et décide d'adhérer à la mission de médiation du CDG 02.

Il prend acte que les recours contentieux formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 et qui concernent la situation de ses agents sont, sous peine d'irrecevabilité, obligatoirement précédés d'une tentative de médiation.

En dehors des litiges compris dans cette liste, la collectivité garde son libre arbitre de faire appel au Centre de gestion si elle l'estime utile.

La collectivité rémunérera le Centre de gestion à chaque médiation engagée au tarif de 400 euros couvrant la saisine, la préparation, l'instruction du dossier et la première réunion. Au-delà, l'heure travaillée sera facturée à hauteur de 50 euros,

Le Maire, Philippe MARCHAL est autorisé à signer la convention d'adhésion à la mission de médiation proposée par le CDG 02 annexée à la présente délibération, ainsi que tous les actes y afférents.

Objet : Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) - Contrat unique d'insertion - 2022_019

Vu la délibération 2022 - 010 relatif à la création d'un poste d'agent technique territorial,

Considérant que dans le cadre du dispositif parcours emploi compétences il est possible de créer un emploi dans les conditions ci-après, à compter du 18/07/2022

Le parcours emploi compétences est prescrit dans le cadre d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi.

Ce contrat est un contrat aidé, réservé à certains employeurs, en particulier les collectivités territoriales et leurs groupements.

Ce contrat s'adresse aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.

L'autorisation de mise en œuvre du contrat d'accompagnement dans l'emploi est placée sous la responsabilité du prescripteur agissant pour le compte de l'Etat (Pôle emploi, Cap emploi, Mission locale).

Je vous propose donc de m'autoriser à intervenir à la signature de la convention avec Pôle emploi et du contrat de travail à durée déterminée, pour une durée de 12 mois, étant précisé que ce contrat pourra être renouvelé dans la limite de 24 mois, sous réserve du renouvellement préalable de la convention passée entre l'employeur et le prescripteur.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- **DECIDE** de créer un poste d'agent technique polyvalent à compter du 18/07/2022 dans le cadre du dispositif « parcours emploi compétences ».

- **PRECISE** que le contrat d'accompagnement dans l'emploi établi à cet effet sera d'une durée initiale de 12 mois, renouvelable expressément, dans la limite de 24 mois, après renouvellement de la convention.

- **PRECISE** que la durée du travail est fixée à 35 heures maximum par semaine (*20 heures minimum sauf cas particuliers*).

- **INDIQUE** que sa rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire, multiplié par le nombre d'heures de travail.

- **AUTORISE** l'autorité territoriale à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec le prescripteur pour ce recrutement.

Objet : modification du temps de travail d'un emploi - 2022_020

Le Maire expose au conseil municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'Adjoint Technique Territorial principal de 2ème classe permanent à temps *non complet* (31 heures hebdomadaires) afin de permettre le bon fonctionnement des services.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré, le conseil municipal,

DECIDE ▪ de porter, à compter du 01/09/2022, de 31 heures à 35 heures le temps hebdomadaire moyen de travail de l'emploi d'Adjoint Technique Territorial principal de 2ème classe.

PRECISE ▪ que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Objet : Modification du tableau des emplois communaux - 2022_021

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Vu la délibération 2022-020 modifiant le temps de travail de l'adjoint technique territorial principal de 2ème classe à compter du 01/09/2022.

Vu la délibération 2022-019 créant le poste d'agent polyvalent dans le cadre d'un contrat CAE,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de modifier le tableau des emplois.

Le tableau des emplois est modifié comme suit:

1 rédacteur territorial : 35 heures de travail hebdomadaire

1 adjoint technique territorial : 20 heures 00 de travail hebdomadaire (contrat CAE à compter du 18/07/2022

1 adjoint technique territorial principal de 2ème classe : 35 heures de travail hebdomadaire

1 adjoint d'animation : 22 heures de travail hebdomadaire

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget au chapitre 012.

Objet : Vente d'une parcelle communale - 2022_025

Vu la proposition de l'entreprise TDF sise à MONTROUGE en date du 7 juin 2022 concernant l'acquisition de 100 m2 de la parcelle cadastrée ZLn°32 appartenant à la commune de Marigny-en-Orxois pour un montant de 10 000,00 €,
Considérant que le conseil municipal doit délibérer pour donner l'autorisation au Maire de procéder à la vente de ce bien,

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité,

Décide de donner tout pouvoir au Maire pour la réalisation de cette vente à l'entreprise TDF,
Autorise le Maire à signer tous les documents relatifs à cette transaction,
Déclare que les recettes de cette dernière seront imputées au budget de la commune.

Objet : Participation aux frais de scolarité pour les enfants extérieurs à la commune - 2022_023

Le Maire expose au conseil municipal qu'il est nécessaire de modifier le tarif concernant la participation aux frais de scolarité des enfants des autres communes qui seraient amenés à fréquenter l'école maternelle de Marigny-en-Orxois,

Il est donc proposé aux élus de fixer le montant de cette participation à 1.00 € par enfant.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité,

Décide de fixer à 1.00 € la participation financière pour la scolarisation d'un enfant extérieur à la commune à l'école maternelle de Marigny-en-Orxois

Questions Diverses :

Le maire indique au conseil municipal qu'une famille a demandé de déroger à la carte scolaire, il est précisé que cette demande a reçu un avis défavorable de sa part afin de protéger le maintien des activités de l'école maternelle de la commune.

Le Maire,

Philippe MARCHAL